

AVIS EXPRIMES DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION DES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIESASSOCIÉS					
PERSONNE OU ORGANISME ASSOCIÉ	AVIS	PIÈCES Règlementaires	THÈME	RÉSERVES EXPRIMÉES	RÉPONSE DDTM
MAIRIE DE CABRIES	Favorable	ZEC – Règlement en ZPU	Zone d’Expansion des Crues	Parcelle AM 173 : La commune souhaite réaliser une construction de type halle couverte mais hydrauliquement transparente de 1000m². Cette parcelle occupe une position centrale et serait l’occasion ideale d’implanter un tiers lieu attendu pour les habitants de, favorisant le lien social et les initiatives collectives	SAGE de l’Arc : la parcelle est impactée par une ZEC de l’Arc. Le règlement du SAGE de l’Arc proscrit les nouvelles constructions à l’intérieur de la ZEC.
			Définition des enjeux – Assouplisse ment des règles	L’adaptation de la définition des enjeux au zonage PLU à la nécessité de sortir de l’état de carence en matière de logements sociaux. Dans plusieurs secteurs, le croisement entre la caractérisation en ZPPU au lieu de l’AZU et l’aléa ne favorise pas la mise en œuvre de programme de logements sociaux imposés par l’État alors même que l’aléa est modéré et que les parcelles voisines des secteurs concernés sont parfois largement bâties. Le territoire est déjà tres contraint au regard du risque incendie et du périmètre de classement du massif de l’Arbois. La commune demande ainsi la possibilité de revoir l’opportunité en ZPPU sur certaines zones, du moins l’autorisation de constructions avec prescriptions en ZPPU lorsque l’aléa est modéré.	La définition des enjeux colle à la réalité du terrain à l’instant de la réalisation du PPRi. Pour rappel, contrairement au PLU le PPRi n’est pas un document de planification. Le décret aléa du 5 juillet 2019 n’ouvre pas la possibilité d’un assouplissement des règles en ZPPU lorsque l’aléa est modéré. Les principes de prévention du risque d’inondation préservent les zones non urbanisées et inondables de l’implantation de toutes nouvelles constructions.
CHAMBRE D'AGRICULTURE 13	Favorable	Règlement	Aléa hydrogéomor phologique	dans son règlement, des conséquences des zones d’expansions de crues. En effet le Sage de l’Arc approuvé en 2014, dans sa disposition D14 intitulée « Préserver les zones stratégiques d’expansion de crue », se fixe comme objectif, pour préserver ces zones de l’urbanisation et leur fonctionnalité, de maintenir la vocation agricoles ou naturelle » de ces zones en invitant les documents d’urbanisme à adopter des zonages le permettant, et cite notamment le classement en zone agricole comme moyen d’y parvenir. Le SAGE ne mentionne pas l’interdiction des constructions nécessaires à l’agriculture au sein de ces zones. Nous souhaitons donc que ce point soit revu	Le fait d’interdire la constructibilité dans les ZEC n’enlève pas la vocation agricole ou naturelles de ces espaces. Les activités agricoles sont autorisées dans les ZEC. Le SAGE interdit les remblais en zone inondable ce qui conforte le choix pour le PPRi d’interdire les bâtiments.
SYNDICAT D'AMENAGEMENT DU BASSIN VERSANT DE L'ARC	Favorable	Règlement	Lit majeur hydrogéomor phologique	Si le SAGE et le PPRi vont dans le même sens et sont compatibles, le PPRi ne reprend pas l’intégralité des attentes de la disposition D5. Le SAGE va plus loin et affirme de prendre comme référence le lit majeur hydrogéomorphologique.	Le PPRi ne prend pas en compte le lit majeur hydrogéomorphologique. L’aléa résiduel correspond à l’emprise d’une crue exceptionnelle dont le débit est le double de celui de la crue de référence. Le PPRi n’enlève rien au SAGE qui conserve son périmètre d’application. Le PPRi répond à des principes nationaux de prévention visant la crue de référence et la crue exceptionnelle.
			Remblais sous les constructions autorisées	« Afin d’éviter toute aggravation du risque liée à ce phénomène, le SAGE fixe l’objectif de préserver les zones inondables des cours d’eau du bassin versant de tout remblaiement ».  Cette disposition a été rédigée dans l’objectif de ne pas aggraver le risque inondation avec l’implantation de constructions, installations, en zone inondable.  Le SAGE préconise d’interdire les remblais sur l’ensemble de la zone inondable. Le projet de règlement de PPRi interdit ces remblais sur l’ensemble de ces zones, à l’exception que ceux-ci sont autorisés sous construction. Une des attentes du SAGE est d’interdire ces remblais y compris sous les constructions pour favoriser la transparence hydraulique et éviter la colonisation de la zone inondable.	En zone bleue d’aléa fort, la transparence est demandé pour les bâtiments d’une superficie supérieure à 400 m². Le PPRi ne retire rien à ce que dit le SAGE. Par ailleurs le PPRi Règlemente le risque et non la police de l’eau qui reste une réponse complémentaire au PPRi.
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES BOUCHES-DU-RHONE	Favorable	Règlement	Reconstructi on des biens détruits par l’effet d’une crue	Le règlement du PPRi interdit la reconstruction des biens détruits par l’effet d’une crue. Cette règle est susceptible d’être bloquante pour les infrastructures de transport dans le cas ou le gestionnaire de voies serait contraint d’effectuer des réparations provisoires de chaussées et la remise en état des ouvrages en cas de destruction ou dégradation suite à une crue. Ainsi, le département, au regard de sa compétence voirie, sollicite l’autorisation explicite dans le règlement du PPRi de pouvoir réaliser tous les travaux d’entretien et de réparation utiles pour remettre les voies en état à l’identique de l’existant, quelque soit le zonage du PPRi	Les infrastructures de transport ne sont pas concernées par cette règle.
			Règlement	La règle particulière sur les infrastructures de transport (comprenant les installations, les équipements et les constructions nécessaires au fonctionnement, exploitation et entretien des infrastructures publiques de transport prescrit : « les premiers planchers aménagés des constructions doivent être implantés au-dessus de la PHE +0,20m. Or les dispositifs de signalisation routière (mats de signalisation, signalisation de police et directionnelle, etc.) répondent à des règles d’implantation et de hauteur normalisées. Ainsi, ils ne constituent pas réellement d’obstacle à l’écoulement des eaux en cas de crue. C’est pourquoi, il faut s’assurer que les dispositifs de signalisation routière soient clairement autorisés dans le règlement du PPRi du fait des règles spécifiques concernant leurs implantations et hauteurs normalisées.	Les dispositifs de signalisations routières ne sont pas concernés par le calage des planchers au dessus de la PHE du fait qu’ils ne sont pas considérés comme des constructions (habitations, locaux, activités, etc.)
			Plan d’alerte et d’interventio n	L’article du chapitre 5 du règlement du PPRi prescrit aux maîtres d’ouvrage des infrastructures routières publiques « <i>d’établie sous 3 ans un plan d’alerte et d’intervention en liaison avec SDIS et les autres services compétents de l’État, visant la mise en sécurité des usagers des voies publiques</i> ».  Sans remettre en cause la mise en place du PPRi, la département considère qu’il ne lui appartient pas de définir ce plan d’alerte et d’intervention. Il participera à la réponse de crise mais ne fera qu’appliquer les mesures.  Ainsi le département reste persuadé qu’il n’est pas légitime pour définir un tel plan d’alerte et d’intervention, dont le pilotage et la coordination doivent être assurés par les services de l’État.	Le PPRi demande aux gestionnaires d'infrastructures de transport d'élaborer dans un délai de trois ans un plan d'alerte et d'intervention. Si le PPRi porte sur le territoire communal, il est tout à fait pertinent que le gestionnaire détermine ce plan à une échelle plus large et cohérente avec le réseau routier dont il a la charge. Le plan ORSEC ne dispense pas les gestionnaires de disposer de tels plans sur leur réseau.
AVIS EXPRIMES DANS LE CADRE DE L'ENQUETE PUBLIQUE					
NOM	Contribut ion	Parcelle	THÈME	RÉSERVES EXPRIMÉES	RÉPONSE DDTM
1	1	Registre Papier	BM54	Propriétaire de la parcelle BM305, demande que cette dernière passe de ZPPU (UB au PLU) à AZU comme la parcelle contiguë à la sienne (BM54) sur le projet de PPRi. Elle indique que le changement de classement prévu dans le PPRi a entraîné l’annulation de la vente de sa maison. Demande également que le ‘article R111-2 soit appliqué avec le contrôle de l’arrêt 412429 du conseil d’État et plusieurs copies d’échanges de courriers.	La parcelle BM305 est classée en Zone Peu ou Pas urbanisée (ZPPU). Il est nécessaire de préciser que les enjeux, définis dans le projet de PPRi, représentent la constitution du territoire à la date d’élaboration du document et sont donc une photographie de l’urbanisation existante. En conséquence cette analyse est différente d’une démarche de planification type zonage PLU qui classe votre parcelle en zone Ub. Les zones peu ou pas urbanisées (ZPPU) comprennent les zones naturelles, les terres agricoles, les secteurs peu bâtis, les terrains de sport, etc. On peut y retrouver de l’habitat diffus (mitage) parfois des entreprises ou pas d’habitat du tout, c’est le cas de la parcelle BM305.
2	2	Registre Papier	CA 241 CA242 CA243 CA244 CA245	Propriétaire des parcelles CA241, 243, 244, 245 pour une surface de 6283m² en zone UR du PLU. Un permis de construire a été attribué pour sa fille en 2008 sur une parcelle classée en aléa modéré, mais non mis en oeuvre pour des raisons de santé. Dans le projet de PPRi, il est prévu un déclassement en zone rouge sur la nouvelle carte de zonage alors que les parcelles mitoyennes à la sienne n’ont pas été impactées. Il ne comprends pas cette situation car situé au pied du village en UR. Il demande un réexamen de ce classement.	Le décret aléa du 5 juillet 2019 a intégré l’utilisation d’une nouvelle grille d’aléa. C’est pourquoi l’aléa est passé de jaune à modéré sur une partie des parcelles.  Le classement des parcelles en ZPPU impactées par de l’aléa inondation induit un zonage Règlementaire rouge au titre de la carte de zonage. Il est important de préciser que les parcelles voisines impactées par de l’aléa inondation sont également classée en zone Règlementaire rouge.

3	3	Registre Papier	BD26	<p>Sa parcelle BD26, de 4987m², est divisée en deux zones par l’ancien PPRi (jaune et violette). Le projet de PPRi prévoit un classement en zone rouge et violette. Elle ne comprend pas cette situation, le Grand Vallat étant situé à plus de 900metres de sa propriété. Aucune inondation n’a été constaté depuis 24ans et la crue de 1993, cure de référence, n’a entraîné aucun débordement dans le village de Cabriès mais uniquement dans celui de Calas.</p> <p>Elle précise que des études hydrologiques et pédologiques ont été réalisées par 2 cabinets, à titre privé, à la demande d’un riverain de l’avenue Mirabel. Ils valident la zone en aléa faible, voire modéré. Elle demande un classement de sa parcelle en zone UR.</p>	<p>Il est nécessaire de rappeler que la commune de Cabriès se situe sur le bassin versant de la Petit Jouïne et du Grand Vallat. Le PPRi encadre donc le risque inondation du bassin versant du Grand Vallat et tenant compte de certains de ces affluents. Bien qu’éloignée du Grand Vallat, la parcelle est impactée par les débordements du Vallat de la Cluée (Affluent du Grand Vallat) qui jouxte le quartier dans lequel vous habitez.</p> <p>L’événement de référence correspond à l’événement le plus fort entre la plus forte crue connue et la crue centennale. Sur le bassin versant du Grand Vallat, l’événement pluvieux de référence est l’événement de 1993, plus fort qu’un événement centennal. La crue de référence est déterminée à partir des caractéristiques hydrologiques (pluies) de l’événement de septembre 1993. Il correspond à la pluie la plus forte enregistrée en 1993 dans les environs ( Station d’Aix-les-Milles) appliqué au bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat, c’est donc elle qui a été retenue comme crue de référence pour le bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat.</p> <p>Concernant les études pédologiques citées, elles confirment l’inondation des parcelles concernées. Même si elles préconisent la possibilité de construire en zone inondables avec des solutions adaptées, la conclusion de ces études n’est pas compatible avec la politique de prévention du risque d’inondation portée par l’État qui interdit l’urbanisation des ZPPU impactées par de l ’aléa inondation.</p>
4	4	Registre Papier	BD24	<p>Propriétaire de la parcelle BD24 d’une surface de 470m², divisée en 2 zones (jaune et violette). Le projet de PPRi prévoit un classement en rouge et violet. Le Grand Vallat étant situé à plus de 900metres de sa propriété, il ne comprend pas la situation, d’autant que son terrain a été classé, en 2017, en aléa jaune. Ce classement tenait compte de la crue de référence de 1993.</p> <p>Lui aussi précise que des études hydrologiques et pédologiques ont été réalisées par 2 cabinets, à titre privé, à la demande d’un riverain de l’avenue Mirabel. Ils valident la zone en aléa faible, voire modéré, tout en préconisant la réalisation d’un vide sanitaire de 1mètre au-dessus du terrain.</p> <p>Il demande le classement de sa parcelle en zone UR, son terrain disposant du tout à l’égout.</p>	<p>Il est nécessaire de rappeler que la commune de Cabriès se situe sur le bassin versant de la Petit Jouïne et du Grand Vallat. Le PPRi encadre donc le risque inondation du bassin versant du Grand Vallat et tenant compte de certains de ces affluents. Bien qu’éloignée du Grand Vallat, la parcelle est impactée par les débordements du Vallat de la Cluée (Affluent du Grand Vallat) qui jouxte le quartier dans lequel vous habitez.</p> <p>L’événement de référence correspond à l’événement le plus fort entre la plus forte crue connue et la crue centennale. Sur le bassin versant du Grand Vallat, l’événement pluvieux de référence est l’événement de 1993, plus fort qu’un événement centennal. La crue de référence est déterminée à partir des caractéristiques hydrologiques (pluies) de l’événement de septembre 1993. Il correspond à la pluie la plus forte enregistrée en 1993 dans les environs ( Station d’Aix-les-Milles) appliqué au bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat, c’est donc elle qui a été retenue comme crue de référence pour le bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat.</p> <p>Concernant les études pédologiques citées, elles confirment l’inondation des parcelles concernées. Même si elles préconisent la possibilité de construire en zone inondables avec des solutions adaptées, la conclusion de ces études n’est pas compatible avec la politique de prévention du risque d’inondation portée par l’État qui interdit l’urbanisation des ZPPU impactées par de l ’aléa inondation.</p>
5	5	Registre Papier	BD25	<p>Propriétaire de la parcelle BD25 d’une surface de 4 780 m², divisée en 2 zones (jaune et violette). Le projet de PPRi prévoit un classement en rouge et violet. Le Grand Vallat étant situé à plus de 900metres de sa propriété, il ne comprend pas la situation, d’autant plus que la partie de son terrain est maintenant classé inconstructible jouxte, celui d’un voisin, plus bas que le sien, qui vient d’obtenir l’accord pour la construction de 2 maisons.</p> <p>Il précise que des études hydrologiques et pédologiques ont été réalisées par 2 cabinets, à titre privé, à la demande d’un riverain de l’avenue Mirabel. Ils valident la zone en aléa faible, voire modéré, tout en préconisant la réalisation d’un vide sanitaire de 1mètre au-dessus du terrain.</p> <p>Il demande le classement de sa parcelle en zone UR, son terrain disposant du tout à l’égout.</p>	<p>Il est nécessaire de rappeler que la commune de Cabriès se situe sur le bassin versant de la Petit Jouïne et du Grand Vallat. Le PPRi encadre donc le risque inondation du bassin versant du Grand Vallat et tenant compte de certains de ces affluents. Bien qu’éloignée du Grand Vallat, la parcelle est impactée par les débordements du Vallat de la Cluée (Affluent du Grand Vallat) qui jouxte le quartier dans lequel vous habitez.</p> <p>L’événement de référence correspond à l’événement le plus fort entre la plus forte crue connue et la crue centennale. Sur le bassin versant du Grand Vallat, l’événement pluvieux de référence est l’événement de 1993, plus fort qu’un événement centennal. La crue de référence est déterminée à partir des caractéristiques hydrologiques (pluies) de l’événement de septembre 1993. Il correspond à la pluie la plus forte enregistrée en 1993 dans les environs ( Station d’Aix-les-Milles) appliqué au bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat, c’est donc elle qui a été retenue comme crue de référence pour le bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat.</p> <p>Concernant les études pédologiques citées, elles confirment l’inondation des parcelles concernées. Même si elles préconisent la possibilité de construire en zone inondables avec des solutions adaptées, la conclusion de ces études n’est pas compatible avec la politique de prévention du risque d’inondation portée par l’État qui interdit l’urbanisation des ZPPU impactées par de l ’aléa inondation.</p>
6	6	Registre Papier		<p>Elle est la propriétaire d’une parcelle classée en UB3 au titre du PLU que le projet de PPRi prévoit de passer en rouge, aléa fort.</p> <p>Elle s’interroge quant aux dispositions prises par les propriétaires du Golf de Colas pour la lutte contre les inondations. Avant sa création, le risque d’inondation du Vallat de Thouin était faible : 40 cm par rapport à l’avaloir situé sur le site, qui n’était pas entretenu et qui ne l’est toujours pas. Aucun lac de rétention prévu.</p>	<p>Les dispositions prises par le Golf de Colas ne sont pas un sujet PPRi. C’est un sujet Police de l’Eau. Lors de la création du Golf, le pétitionnaire a obtenu une autorisation de réaliser son projet sous réserve que son projet n’aggrave pas l’aléa inondation sur les parcelles avoisinantes.</p>
7	7	Registre Papier	BA87 BA89	<p>Propriétaire d’un bien cadastré BA87 et BA89 divisé en deux zones jaune et rouge, qui seraient classées en rouge dans le projet de PPRi, correspondant, d’après l’arrêt préfectoral, au risque d’inondation provoqué par le débordement du Grand Vallat. Les propriétaires indiquent que le Grand Vallat se situe à 400mètres de chez eux et que le niveau altimétrique de leur bien n’a pas été pris en compte dans les modélisations effectuées par le bureau d’études lors de l’établissement des cartes de zonages ; il est en effet supérieur ou égal au niveau des autres propriétés voisines, classé en aléa modéré ou sans aléa. Ils fournissent des éléments précis dans leur courrier qu’ils déposent et indiquent qu’ils ont fait réalisés en janvier et juillet 2017, des études hydrologiques et pédologiques, par deux cabinets privés qui valident le classement en zone d’aléa faible au regard de la topométrie des terrains et des parcelles voisines.</p> <p>ils sollicitent donc le maintien en zone jaune de la partie classé en secteur rouge par le PPRi et la prise en compte de leurs observations relatives à la bande rouge signalée comme incohérente de même que les études jointes.</p>	<p>Il est nécessaire de rappeler que la commune de Cabriès se situe sur le bassin versant de la Petit Jouïne et du Grand Vallat. Le PPRi encadre donc le risque inondation du bassin versant du Grand Vallat et tenant compte de certains de ces affluents. Bien qu’éloignée du Grand Vallat, la parcelle est impactée par les débordements du Vallat de la Cluée (Affluent du Grand Vallat) qui jouxte le quartier dans lequel vous habitez.</p> <p>L’événement de référence correspond à l’événement le plus fort entre la plus forte crue connue et la crue centennale. Sur le bassin versant du Grand Vallat, l’événement pluvieux de référence est l’événement de 1993, plus fort qu’un événement centennal. La crue de référence est déterminée à partir des caractéristiques hydrologiques (pluies) de l’événement de septembre 1993. Il correspond à la pluie la plus forte enregistrée en 1993 dans les environs ( Station d’Aix-les-Milles) appliqué au bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat, c’est donc elle qui a été retenue comme crue de référence pour le bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat.</p> <p>Concernant les études pédologiques citées, elles confirment l’inondation des parcelles concernées. Même si elles préconisent la possibilité de construire en zone inondables avec des solutions adaptées, la conclusion de ces études n’est pas compatible avec la politique de prévention du risque d’inondation portée par l’État qui interdit l’urbanisation des ZPPU impactées par de l ’aléa inondation.</p> <p>Il est utilise de préciser que les modélisations hydrauliques qui servent à la détermination des aléas inondation ne prennent pas en compte les murs ainsi que les ouvrages hydrauliques tel que les canaux d’irrigation ou les roubines. En effet, ces ouvrages ne sont pas résistants à une crue de référence et sont largement submergés par une crue d’une telle ampleur.</p>

8	8	Registre Papier	BA180	<p>Sa propriété cadastrée BA180, est classée actuellement en zone jaune aléa modéré. Le projet de PPRI prévoit qu'elle passe en rouge, au regard du risque d'inondation provoqué par le débordement du Grand Vallat. Elle indique que sa propriété se situe à plus de 300mètres du Grand Vallat et que depuis 18ans aucun débordement ne s'est produit et que les anciens propriétaires, résidant sur une parcelle voisine, n'ont jamais connue de crue depuis 1962, à l'exception de 1978 mais avec des circonstances liées à un embâcle au niveau du pont de Jussieu résultant d'une négligence lors de travaux réalisés par des employés EDF. Par ailleurs, elle fait état des résultats d'expertises privées à la demande de ses parents qui valide le classement en zone d'aléa modéré, tout en précisant qu'il existe des solutions (création de vide sanitaire, installation de buse avec une orientation dédiée...) pour pallier à tous risque d'inondation. Madame LANGLOIS sollicite le maintien de sa parcelle en zone jaune.</p>	<p>Il est nécessaire de rappeler que la commune de Cabriès se situe sur le bassin versant de la Petit Jouïne et du Grand Vallat. Le PPRI encadre donc le risque inondation du bassin versant du Grand Vallat et tenant compte de certains de ces affluents. Bien qu'éloignée du Grand Vallat, la parcelle est impactée par les débordements du Vallat de la Cluée (Affluent du Grand Vallat) qui jouxte le quartier dans lequel vous habitez.</p> <p>L'événement de référence correspond à l'événement le plus fort entre la plus forte crue connue et la crue centennale. Sur le bassin versant du Grand Vallat, l'événement pluvieux de référence est l'événement de 1993, plus fort qu'un événement centennal. La crue de référence est déterminée à partir des caractéristiques hydrologiques (pluies) de l'événement de septembre 1993. Il correspond à la pluie la plus forte enregistrée en 1993 dans les environs ( Station d'Aix-les-Milles) appliqué au bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat, c'est donc elle qui a été retenue comme crue de référence pour le bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat.</p> <p>Concernant les études pédologiques citées, elles confirment l'inondation des parcelles concernées. Même si elles préconisent la possibilité de construire en zone inondables avec des solutions adaptées, la conclusion de ces études n'est pas compatible avec la politique de prévention du risque d'inondation portée par l'État qui interdit l'urbanisation des ZPPU impactées par de l'aléa inondation.</p> <p>Il est utilise de préciser que les modélisations hydrauliques qui servent à la détermination des aléas inondation ne prennent pas en compte les murs ainsi que les ouvrages hydrauliques tel que les canaux d'irrigation ou les roubines. En effet, ces ouvrages ne sont pas résistants à une crue de référence et sont largement submergés par une crue d'une telle ampleur.</p>
9	9	Registre Papier	Quartier du Boulard	<p>Il souhaite attirer l'attention sur les importantes incohérences et les nombreuses erreurs d'appréciation dans la caractérisation des enjeux et la délimitation des occupations des sols pour le secteur du quartier le Boulard. Il rappelle les méthodes de classement en définissant les ZPPU et cite l'article 3.1.3.1 du projet qui définit les enjeux et qui précise qu'un espace urbanisé s'apprécie en fonction de la réalité physique des mieux et que la délimitation des secteurs urbanisés se limite aux espaces strictement batis, ce qui n'est pas le cas du projet actuel.</p> <p>Il indique également que l'article DG3 du PLU définit la division du territoire communal en zones et la vocation respective de chaque zone et constate que la zone UC1 (Zone urbaine de campagne) est intégrée aux zones urbaines, donc déjà urbanisée.</p> <p>Considérant que la nouvelle cartographie est sans fondement urbanistique et qu'elle ne tient pas compte de la réalité physique des lieux, il demande la requalification totale du quartier du Boulard et l'impasse de la Noria en AZU et non en ZPPU et joint des documents à ses observations.</p>	<p>Il est important de préciser de préciser que le PPRI n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire, au moment de l'élaboration du PPRI, qui est pris en compte.</p> <p>Le secteur du Boulard ne comporte pas une densité d'urbanisation suffisante pour etre classé en AZU. A titre d'exemple, le village de Calas, classé en AZU au titre de la carte des enjeux du PPRI comporte une densité de bâti nettement plus importante que le secteur du Boulard.</p>
10	10	Registre Papier	Route de Violési	<p>Il souhaite attirer l'attention sur les importantes incohérences et les nombreuses erreurs d'appréciation dans la caractérisation des enjeux et la délimitation des occupations des sols pour le secteur de Violési. Il rappelle les méthodes de classement en définissant les ZPPU et cite l'article 3.1.3.1 du projet qui définit les enjeux et qui précise qu'un espace urbanisé s'apprécie en fonction de la réalité physique des mieux et que la délimitation des secteurs urbanisés se limite aux espaces strictement bâtis, ce qui n'est pas le cas du projet actuel. En effet la zone ZPPU du projet (figure 58 page 67 et la planche 12 de la carte des enjeux englobe à tort des zones urbanisées ou fortement urbanisée en incluant même des zones d'habitation très denses comme la route de Violési.</p> <p>Dans le PLU, cette zone est définie comme une zone urbaine et une extension du cœur villageois de Cabriès et toutes les parcelles sont raccordées à l'assainissement collectif.</p> <p>Considérant que la nouvelle cartographie est sans fondement urbanistique et qu'elle ne tient pas compte de la réalité physique des lieux, il demande la requalification totale du quartier de la route de Violési en AZU et non en ZPPU et joint des documents à ses observations.</p>	<p>Il est important de préciser de préciser que le PPRI n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire, au moment de l'élaboration du PPRI, qui est pris en compte.</p> <p>Le secteur haut de la route de Violési ne comporte pas une densité d'urbanisation suffisante pour être classé en AZU. A titre d'exemple, les secteurs du village de Calas et le bas de la route de Violési, classés en AZU au titre de la carte des enjeux du PPRI comportent une densité de bâti nettement plus importante que le secteur haut de la route de Violési.</p>
11	11	Registre Papier	CA241 CA243 CA244 CA245	<p>M qui a déjà déposé une observation (2) fournit des précisions supplémentaires. Propriétaire des parcelles CA241, 243, 244, 245 pour une surface de 6 283 m² en zone UR du PLU. Un permis de construire a été attribué pour sa fille en 2008 sur une parcelle classée en aléa modéré, mais non mis en oeuvre pour des raisons de santé.</p> <p>Dans le projet de PPRI, il est prévu un déclassement en zone rouge sur la nouvelle carte de zonage alors que les parcelles mitoyennes à la sienne n'ont pas été impactées. Il ne comprend pas cette situation car situé au pied du village en UR. Il demande un réexamen de ce classement. Distant de moins de 100mètres du village de Cabriès et entourés de maisons, il ne peut entendre que ses parcelles soient maintenant situées en zone ZPPU, d'autant que des propriétés limitrophes (CA103, CA1207, CA109) plus éloignées du centre urbain demeurent en zone constructible. Il souhaite un nouvel examen en vue d'un classement des parcelles en zone constructible.</p>	<p>Il est important de préciser de préciser que le PPRI n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire, au moment de l'élaboration du PPRI, qui est pris en compte.</p> <p>Le secteur des parcelles de M ne comporte pas une densité d'urbanisation suffisante pour être classé en AZU. A titre d'exemple, le secteur du village de Calas, classé en AZU au titre de la carte des enjeux du PPRI comporte une densité de bâti nettement plus importante que le secteur de Madame Girardot.</p>
12	12	Registre Papier	BM290	<p>Propriétaire de la parcelle BM290, un permis d'aménager leur a été accordé le 17 juillet 2019 mais le projet n'a pas été réalisé en raison d'un avis défavorable de la DDTM13 pour risque d'inondabilité.</p> <p>Leur terrain se trouve en extrême limite de la zone à risque définie par le PPRI et ce, par un malheureux croisement entre AZU et un aléa dit modéré extrêmement faible.</p> <p>Un rapport d'expertise du Cabinet INGEROP est joint aux observations. Dans les conclusions, il est stipulé l'analyse de la cartographie ayant servi de base à la réalisation du PPRI, permet de constater que la zone est concernée par un aléa inondation modéré hauteur extrêmement faible. En effet les hauteurs d'eau et les vitesses existantes lors de l'événement de référence restent très basses sur une grande partie de la parcelle.</p> <p>Pour que le projet envisage ne soit pas vulnérable, INGEROP préconise une implantation des maisons en dehors des zones impactées par l'aléa, une surélévation des planchers habitables et les accès au-dessus du niveau PHE +0,20m et une construction sur vide sanitaire ouvert inondable.</p> <p>Au regard de ces éléments, ils demandent que leur parcelle soit reclassée en zone AZU précisant que la maire de la commune et son adjoint ne sont pas hostiles à leur projet.</p>	<p>Concernant l'étude INGEROP réalisée à la demande de M, elle confirme l'inondation des parcelles concernées. Même si elles préconisent la possibilité de construire en zone inondables avec des solutions adaptées, la conclusion de cette étude n'est pas compatible avec la politique de prévention du risque d'inondation portée par l'État qui interdit l'urbanisation des ZPPU impactées par de l'aléa inondation.</p> <p>Il est important de préciser de préciser que le PPRI n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire du territoire, au moment de l'élaboration du PPRI, qui est pris en compte.</p> <p>Le secteur haut de la route de Violési ne comporte pas une densité d'urbanisation suffisante pour être classé en AZU. A titre d'exemple, les secteurs du village de Calas et le bas de la route de Violési, classés en AZU au titre de la carte des enjeux du PPRI comportent une densité de bâti nettement plus importante que le secteur haut de la route de Violési.</p>

13	13	Registre Papier	BM40	<p>Propriétaire de la parcelle BM40, il souhaite qu’une erreur soit corrigée concernant la topologie de son terrain qui, selon lui, fausse la cartographie des aléas et par conséquent le zonage qui en découle : sa parcelle doit être hors du champ des risques d’inondation (ou en minima en risque résiduel) et non dans la zone Règlementaire rouge affichée sur le projet de PPRI.</p> <p>Il détaille le positionnement exact de sa parcelle et ses caractéristiques géographiques et indique que les habitations récentes et les travaux réalisés pour l’écoulement de l’eau n’ont pas été pris en compte dans la nouvelle cartographie puisque certaines constructions n’existaient pas au moment des relevés, tout en précisant que maintenant l’eau s’écoule maintenant par l’impasse bastide GOUIRAN et ne pourrait plus envahir sa parcelle, significativement plus haute.</p> <p>Sa parcelle doit accueillir 4 villas avec garages et piscines pour lesquelles un permis a été demandé en 2016. Pour lui sa demande étant préalable à la promulgation du PPRI, de plusieurs années cette zone actuellement classée en aléa modéré ne peut donc pas être classée en zone rouge mais en zone Règlementaire bleu clair AZU d’autant que les parcelles BM315 et BM317 sont maintenant construites, contrairement au cadastre pris en compte pour l’élaboration du projet.</p> <p>Monsieur David remets des documents, donc un plan topographique des lieux réalisée par un cabinet de géomètre experts.</p>	<p>Pour votre parfaite information, l’événement de référence correspond à l’événement le plus fort entre la plus forte crue connue et la crue centennale. Sur le bassin versant du Grand Vallat, l’événement pluvieux de référence est l’événement de 1993, plus fort qu’un événement centennal. La pluie retenue pour obtenir les débits de référence de l’événement de sur chaque sous bassin versant est présentée ci-dessous. Il s’agit de la pluie enregistrée en septembre 1993 sur la station Aix-les-Milles.</p> <p>Le PPRI ne prend pas en compte les aménagements existants telles que les roubines. Ces aménagements étant submergés par un événement de référence sont considérés comme hydrauliquement transparents dans l’étude hydraulique du bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat. Il est également nécessaire de préciser que les crues concernées par le PPRI vont bien au-delà des aménagements hydrauliques de récupération des eaux de ruissellement. Une crue centennale est d’une telle ampleur que les aménagements hydrauliques ne peuvent avoir d’effet significatif sur l’emprise de la zone inondable pour la crue de référence.</p> <p>Le PPRI, dans le cadre de la définition des enjeux, prends en compte uniquement les bâtiments existants.</p> <p>Vous nous indiquez également que les parcelles BM315 et BM317 sont désormais construites. Vu la densité de constructions sur le secteur, ces informations ne sont pas de nature à impacter la carte des enjeux sur les parcelles voisines de la parcelle BM40. Toutefois, ces nouvelles informations seront intégrées dans le projet de PPRI.</p> <p>Il est nécessaire de préciser que si vous êtes détenteur d’un permis de construire valide et autorisé sur la parcelle BM40 pour la création de quatre villas, vous êtes en droit de le mettre à exécution.</p> <p>Le PPRI ne va pas à l’encontre des permis de construire délivrés avant la date du porter-à-connaissance inondation sur les communes de Bouc Bel Air, Cabriès et Simiane-Collongue et la date de prescription du PPRI de la commune de Cabriès.</p>
14	14	Registre Papier	BM248	<p>Propriétaire de la parcelle BM248, implantée en ZPPU et impactée en rouge par deux fois en partie haute et basse, ce dernier considère que ce classement ne correspond pas à la réalité, l’urbanisation actuelle de la route de Violési étant très importante.</p> <p>Pour sa parcelle, en l’état actuel des choses, les aléas pourraient aller de très fort à moyen. Au regard des travaux réalisés sur sa parcelle et au niveau de sa maison (butte de 1,30 m au-dessus du fond de vallat sec, maison à plus de 2,5 m et annexes à plus de 1,60 m) il estime que le risque d’inondation pourrait être considéré comme modéré à résiduel, voir sans risques.</p> <p>Il constate également une disparité de traitement entre la zone haute classée en rouge alors que celles situées en aval, recevant de façon naturelle plus d’eau sont classée en bleu clair et même pour certains en violet.</p> <p>Monsieur BOYER souhaite donc le classement de sa parcelle en zone AZU avec un risque modéré pour sa partie basse et sans aucun risque ou risque résiduel pour sa partie haute, il joint des photos à ces observations.</p>	<p>Il est nécessaire de préciser que le projet de PPRI traite la totalité du territoire de manière équitable. La différence de zonage Règlementaire entre le haut et le bas de la route de Violési n’est pas dû à l’aléa inondation mais à la définition des enjeux sur le secteur. Le haut de la route de Violési étant classé en ZPPU cela engendre une zone Règlementaire rouge sur l’ensemble de la zone inondable de ce secteur.</p> <p>Il est important de préciser que le PPRI n’est pas un document de planification comme l’est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c’est l’image et la réalité physique du territoire du territoire, au moment de l’élaboration du PPRI, qui est pris en compte. Le secteur haut de la route de Violési ne comporte pas une densité d’urbanisation suffisante pour être classé en AZU. A titre d’exemple, les secteurs du village de Calas et le bas de la route de Violési, classés en AZU au titre de la carte des enjeux du PPRI comportent une densité de bâti nettement plus importante que le secteur haut de la route de Violési.</p>
15	15	Registre Papier	BM290	<p>Propriétaire de la parcelle BM326 situé en bordure du ruisseau d’Argème, dans sa partie amont, il n’a jamais observé, en 35ans, le moindre débordement. Celui-ci est alimenté par un bassin versant de faible surface et ne comprends pas que le règlement des zones inondables fortes d’applique à ce secteur.</p>	<p>L’événement de référence correspond à l’événement le plus fort entre la plus forte crue connue et la crue centennale. Sur le bassin versant du Grand Vallat, l’événement pluvieux de référence est l’événement de 1993, plus fort qu’un événement centennal. La crue de référence est déterminée à partir des caractéristiques hydrologiques (pluies) de l’événement de septembre 1993. Il correspond à la pluie la plus forte enregistrée en 1993 dans les environs ( Station d’Aix-les-Milles) appliqué au bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat, c’est donc elle qui a été retenue comme crue de référence pour le bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat.</p> <p>La parcelle concerné se trouve en tête de bassin versant et les apports et débits de ce bassin versant ne drainent que des hauteurs d’eau inférieures à 0,20m.</p> <p>Pour rappel la crue de référence utilisée dans le PPRI est supérieure à une crue centennale, elle a donc moins d’une chance sur cent de tomber sur Cabriès sur une année. Ce qui explique qu’en 35ans, le propriétaire n’a jamais vu de débordement sur son secteur.</p>
16	16	Registre Papier	BI99, BI103, BI116, BI117, BI118, BI119	<p>Propriétaire des parcelles BI99, 103, 116, 117, 118 et 119 au titre de l’OAP Les Moulières de Pagnol, ce dernier indique qu’il est totalement exagéré de prendre un risque d’inondation fort sur ces parcelles.</p> <p>En justification, il cite un rapport d’études géotechnique réalisé par la Société SOLESSAI suite à des sondages de 3,75 m, des essais de pénétrations statique lourde poussés au refus entre 1,30 m et 7,10 m, 1 forage de 8 m démontrant la présence de sols limoneux sableux permettant une circulation d’eau à une profondeur de 2 mètres.</p> <p>Le ruisseau qui longe l’avenue Marcel Pagnol est parfaitement entretenu et canalise l’eau vers l’aval sans aucun débordement. Le constat humain, basé sur 3 générations montre qu’aucune inondation n’a été constaté sur cette période.</p>	<p>Le risque inondation sur les parcelles concernées et dans sa majeure partie de l’aléa modéré et résiduel, seule une toute petite partie est classée en aléa très fort au niveau de la route. Le classement en zone Règlementaire rouge vient du croisement de l’aléa avec la qualification du secteur en ZPPU.</p> <p>Les études géotechniques ne sont pas recevables pour qualifier l’aléa inondation, elles ne comportent pas de calculs ou de modélisation hydraulique venant infirmer l’inondabilité des parcelles.</p>
17	17	Registre numérique	BM54	Formule les mêmes demandes que sur le registre papier, voir l’observation 1.	Voir la réponse 1.
18	18	Registre numérique	BM290	Formule les mêmes demandes que sur le registre papier, voir l’observation 12	Voir la réponse 12.
9	19	Registre numérique	BM229P	Observation incomplète déposées sur le registre numérique, remplacé par l’observation 20.	Voir la réponse 20.
20	20	Registre numérique	BM229P	<p>Propriétaire de la parcelle BM229P, implantée en ZPPU et impactée en rouge par deux fois, dans sa partie haute et dans sa partie basse jouxtant le vallat sec, ce dernier considère que ce classement ne correspond plus du tout à la réalité, l’urbanisation actuelle de la route de Violési étant très importante.</p> <p>Pour sa parcelle, en l’état actuel des choses, les aléas pourraient de très fort à moyen. Au regard des travaux réalisés sur sa parcelle et au niveau de sa maison (butte de plus de 1 m au-dessus du fond de Vallat sec, maison à plus de 2,50 m et annexes à plus de 1,60 m), il estime que le risque d’inondation pourrait etre considéré comme modéré et résiduel, voir sans risques.</p> <p>Il précise que la piscine et le local technique et une partie de son terrain, bien plus bas que la maison et le garage, sont identifiés en zone non inondable. Il constate également une disparité de traitement entre la zone haute de la route de Violési, classée en rouge alors celles situées en aval, recevant de façon naturelle plus d’eau, sont classées en bleu clair et même pour certaines en violet.</p> <p>Il souhaite donc le classement de sa parcelle en zone AZU, avec un risque modéré pour sa partie basse, et sans aucun risque ou risque résiduel pour la partie haute. Il joint des photographies à ces observations. Il souhaite qu’il en soit de même pour les parcelles BM248, BM228 et BM58 appartenant à ses voisins.</p>	<p>Il est important de préciser de préciser que le PPRI n’est pas un document de planification comme l’est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c’est l’image et la réalité physique du territoire du territoire, au moment de l’élaboration du PPRI, qui est pris en compte.</p> <p>Le secteur haut de la route de Violési ne comporte pas une densité d’urbanisation suffisante pour être classé en AZU. A titre d’exemple, les secteurs du village de Calas et le bas de la route de Violési, classés en AZU au titre de la carte des enjeux du PPRI comportent une densité de bâti nettement plus importante que le secteur haut de la route de Violési.</p> <p>Même si l’habitation et les annexes ont été rehaussés au-dessus du terrain naturel lors de leur construction, cela n’enlève rien au caractère inondable du secteur déterminés par l’étude INGEROP.</p>